L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 19 JUILLET 1873. 49me Année.

BUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
SAMEDI MATIN, 19 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—Plusieurs lermes sur les derrières de la ville, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—Trois petites maisons sur la rue Sagatelle.

Par E. Roger & Co., à leurs salles de vente—Bottes, souliers et brodequins.

Par O. Valeton, rue des Magasins, 55 et 57—Verrerie française.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 27 et 29 de la rue de la Douane—Linge, chapeaux et lingerie.

Par Charles E. Fortier, au No. 31 de la rue Vieille-Levée—Installations de magasin et installations de gaz.

ATTENTION!

☞ Propriété améliorée de valeur à l'encan, par le hérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente aux enchères qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, de deux terraines située dans le Troisième District, rue Clairborne, entre celles Lahaye et Lapeyrouse; un autre terrain situé dans le même District, rue Laharpe, entre celles Claiborne et Derbigny, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et un autre terrain situé dans le même District, rue Claiborne, entre celles Laharpe et Lapeyrouse.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

Male—Male.—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Par D. E. Morphy, sur la Levée en face de la rue Julie—Male.

Caractère démoralisé des Granges de l'Ouest.

Nous croyons que, pour cette fois, il se prépare dans le Nord-Ouest, contre le parti radical, un orage dont il lui sera difficile d'éviter la violence et les effets. Jusqu'à présent la raison et la justice n'ont pu avoir aucune prise sur ce parti qu'on devrait appeler le parti de la destruction, mais ce que la saine politique n'a pu faire, l'intérêt le fera, et l'intérêt dont nous voulons parler sera d'autant plus puissant qu'il s'est élevé tout seul, sans le secours des esprits nébuleux de la politique parlementaire, et qu'il concerne cette nombreuse population de l'Ouest qui cultive le sol, qui change les déserts en fertiles campagnes, et qui constitue aujourd'hui la vaste majorité de la nation. Sans ce peuple énergique et robuste de pionniers, de fermiers et de laboureurs, les Etats-Unis n'auraient pas encore dépassé les Alleghanys, et la grande vallée à l'Ouest du Mississippi leur serait comparativement inconnue. Aujourd'hui cette vallée forme le cœur du pays; les produits viennent de là; les exportations viennent de là, et les matières qu'elle fournit au commerce sont avec les récoltes du Sud le revenu principal, nous pourrions presque dire le revenu tout entier des Etats-Unis.

Mais cette population trouve qu'elle ne retire pas des Etats-Unis la moitié de ce qu'elle leur donne; la seule fortune, en effet, qui lui revienne dans cette association est l'émigration européenne. Encore cette émigration est-elle son œuvre. Ce sont les premiers émigrants qui appellent les autres, qui les reçoivent et qui leur apprennent le procédé de la colonisation en les aidant de leurs conseils et de leur expérience et en les mettant, par des secours matériels, à même de lutter contre toutes les difficultés d'un premier établissement. Les terres prennent ainsi de la valeur par une production perpétuelle de la population émigrante, et tandis que les Etats de l'Ouest ne progresseraient pas, car les produits du sol s'y vendent trop mal pour qu'ils puissent être regardés comme un capital appréciable et un fondement sérieux de fortune. Les travaux agricoles y sont donc perdus sous ce rapport, et l'on peut rigoureusement dire que tout l'Ouest est sans revenu agricole, à l'exception de ce qui est strictement nécessaire au modeste entretien de l'individu. Tout le surplus manque de débouchés et se donne à peu près pour rien.

Aujourd'hui les fermiers de l'Ouest commencent à voir très clairement l'infériorité de leur situation. Ils comprennent qu'ils sont exploités par les capitaux industriels de l'Est, que cette exploitation est impitoyable et que sous le point de vue de l'économie politique, ils ne sont ni plus indépendants ni plus riches que les planteurs du Sud à l'appauvrissement des quels ils ont, sans le comprendre et sans s'en douter, travaillé avec tant d'ardeur pendant la guerre, quand ils auraient du au contraire les ménager avant tout et s'en faire des alliés et des amis. Leur avenglement fut grand à cette époque malheureuse, car chacun de leurs actes de coopération pour le succès de la politique yankee fut une faute dont ils ne pourront jamais réparer la funeste conséquence.

Mais s'ils ne peuvent la réparer pour les autres, ils veulent du moins faire quelque chose pour eux. De là la formation de ces granges qui ont pris naissance dans l'Illinois, qui se propagent dans tous les Etats de l'Ouest et qui pourront se propager dans le Sud, non que le Sud souffre de ce dont se plaignent particulièrement les fermiers de l'Ouest, mais bien parceque le Sud a besoin d'alliés contre le parti radical qui fait aujourd'hui le malheur des Etats de l'Ouest comme il a fait le malheur des Etats du Sud et comme il le fait encore en y maintenant la domination ignorante de la race nègre.

D'ailleurs, si les produits du Nord-Ouest ne sont pas les mêmes que ceux du Sud, et si les Etats du Sud n'éprouvent pas de difficulté pour envoyer leurs produits au littoral, ces Etats ne désirent pas moins le libre commerce et ils s'affirment avec tous les Etats qui seront opposés au système de protection, et de ce nombre nous comptons nécessairement tous les Etats de l'Ouest, plus agriculteurs qu'industriels.

Maintenant les fermiers de l'Ouest pourront-ils atteindre leur but sans l'aide du parti démocrate? Cela nous paraît impossible. Il nous semble même que si le parti démocrate n'existait pas, les fermiers devraient l'inventer pour opérer les réformes dont ils ont besoin. La première de ces réformes, la seule réforme même qu'ils demandent pour le moment, est celle du tarif des chemins de fer qui vont dans l'Est. Les fermiers ont déjà fait passer dans l'Illinois une loi fort sévère contre les compagnies. Cette loi pressait aux commissaires des chemins de fer et des entrepôts d'arriver à un tarif raisonnable et de fixer un maximum pour les voyageurs et le fret, et les compagnies devront s'y conformer sous peine d'une amende de $1,000 à $5,000 pour la première offense, de $2,000 à $10,000 pour la seconde, de $10,000 à $20,000 pour la troisième et de $25,000 pour chaque offense subséquente, en réservant à chaque partie le droit de soumettre le litige à un juri; autre menace contre les chemins de fer, car en général les juris n'aiment pas les compagnies industrielles. Tel est le résumé exact de cette loi qui a le volume d'un code.

Mais cette loi, si rigoureuse qu'elle soit, ne peut servir que pour l'Illinois. Elle n'a aucune force dans les autres Etats, et si les derniers de l'Ouest ont à subir le tarif de ces Etats tel qu'il est aujourd'hui, les fermiers n'y gagneront rien. Ils auront appauvri les compagnies de l'Illinois pour le bénéfice des autres sans y participer d'une manière sensible. D'autre part, à supposer même qu'ils parviennent à obtenir du Congrès une loi générale sur le tarif des voies ferrées, on peut être sûr que la modification sera légère, car les sénateurs auront affaire aux grands capitalistes de New-York, de Philadelphie et de Boston, qui ne céderont la partie qu'après avoir dépensé beaucoup d'argent à défendre le *statu quo*; et s'ils ne peuvent maintenir intact le tarif actuel, ou le droit de tarif suivant leurs intérêts, ils mettront toujours en ménager un pouvoir qui les affranchira, jusqu'à un certain point, du scrutin et des menaces des fermiers de l'Ouest.

Allons plus loin, et supposons qu'un abaissement de tarif puisse avoir lieu sur toute la ligne, cet abaissement devra toujours avoir en limite et raison de l'intérêt légitimement dû au capital employé. Or, quel secours le maximum fixé par le Congrès pourra-t-il offrir à des producteurs qui, sur le littoral même, trouveraient que le prix de leurs denrées n'est pas encore assez élevé? Il est certain, cependant, qu'on ne peut les transporter pour rien.

Il faut donc autre chose aux fermiers de l'Ouest; il leur faut encore l'abaissement du tarif douanier. Mais plus le prix de leurs produits est élevé, plus ils doivent s'apercevoir que les articles d'importation leur coûtent cher. Nous mettons en fait qu'ils s'inquiéteraient beaucoup moins des contributions que les compagnies de chemins de fer leur impose, si les droits de douane redevenaient ce qu'ils étaient sous les administrations démocratiques; mais, tout leur manquant aujourd'hui et le libre commerce et le bon marché des transports, il est clair qu'ils doivent souffrir beaucoup, et personne ne s'étonnera qu'ils cherchent les moyens d'améliorer leur situation.

En l'état, la cause du mécontentement des fermiers est dans la législation fédérale et dans la combinaison des capitalistes et des corrupteurs pour maintenir le pouvoir du parti radical et les profits des protectionistes. Les affaires de tout le pays, de tout les genres et de toutes les classes, souffrent directement de la même cause, bien qu'un peu moins que celles des fermiers. Indirectement aussi, d'autres souffrent des pertes des fermiers, de même qu'un défaut de récolte nuit à tout le monde. Pour le moment, la stagnation des affaires est à peu près universelle, et l'on craint une convulsion. On voit même les gens prudents charger leurs voiles. Il faut donc un remède à cette gêne qui menace de grandir sans cesse, et, nous avons beau chercher, pour nous le voyons de remède que dans le rappel de la législation fédérale.

Maintenant, ce n'est pas le parti républicain ou radical, le promoteur de cette législation, qui pourra en voter le rappel. Tous ses principes et toutes ses doctrines sont opposés à ce rappel. Le parti républicain ou radical est infodé à jamais, du moins tant qu'il vivra, aux protectionistes, aux corrupteurs, aux agioteurs, et à tous ceux qui spéculent sur la monnaie de papier et sont en position d'y trouver profit. Le parti démocrate, au contraire, est par ses principes, ses antécédents et par toute son histoire, à même d'opérer pour les fermiers de l'Ouest et pour tout le peuple des Etats-Unis, cette grande délivrance. C'est donc vers ce parti que gravitent, sans le savoir précisément peut-être, tous ces mécontents de l'Ouest et toutes ces granges qui comptent déjà plus de 500,000 membres et qui gagnent de jour en jour tous les Etats de l'Union, moins les Etats de la Nouvelle-Angleterre et, tout au plus, deux ou trois autres Etats de l'Est. C'est une boule qui, lancée au hasard, roule d'abord sur des points scabreux, mais qui redressée dans un marché là; les exportations viennent de là, et les matières qu'elle fournit au commerce sont avec les récoltes du Sud le revenu principal, nous pourrions presque dire le revenu tout entier des Etats-Unis.

Mais cette population trouve qu'elle ne retire pas des Etats-Unis la moitié de ce qu'elle leur donne; la seule fortune, en effet, qui lui revienne dans cette association est l'émigration européenne. Encore cette émigration est-elle son œuvre. Ce sont les premiers émigrants qui appellent les autres, qui les reçoivent et qui leur apprennent le procédé de la colonisation en les aidant de leurs conseils et de leur expérience et en les mettant, par des secours matériels, à même de lutter contre toutes les difficultés d'un premier établissement. Les terres prennent ainsi de la valeur par une production perpétuelle de la population émigrante, et tandis que les Etats de l'Ouest ne progresseraient pas, car les produits du sol s'y vendent trop mal pour qu'ils puissent être regardés comme un capital appréciable et un fondement sérieux de fortune. Les travaux agricoles y sont donc perdus sous ce rapport, et l'on peut rigoureusement dire que tout l'Ouest est sans revenu agricole, à l'exception de ce qui est strictement nécessaire au modeste entretien de l'individu. Tout le surplus manque de débouchés et se donne à peu près pour rien.

Aujourd'hui les fermiers de l'Ouest commencent à voir très clairement l'infériorité de leur situation. Ils comprennent qu'ils sont exploités par les capitaux industriels de l'Est, que cette exploitation est impitoyable et que sous le point de vue de l'économie politique, ils ne sont ni plus indépendants ni plus riches que les planteurs du Sud à l'appauvrissement des quels ils ont, sans le comprendre et sans s'en douter, travaillé avec tant d'ardeur pendant la guerre, quand ils auraient du au contraire les ménager avant tout et s'en faire des alliés et des amis. Leur aveuglement fut grand à cette époque malheureuse, car chacun de leurs actes de coopération pour le succès de la politique yankee fut une faute dont ils ne pourront jamais réparer la funeste conséquence.

Mais s'ils ne peuvent la réparer pour les autres, ils veulent du moins faire quelque chose pour eux. De là la formation de ces granges qui ont pris naissance dans l'Illinois, qui se propagent dans tous les Etats de l'Ouest et qui pourront se propager dans le Sud, non que le Sud souffre de ce dont se plaignent particulièrement les fermiers de l'Ouest, mais bien parceque le Sud a besoin d'alliés contre le parti radical qui fait aujourd'hui le malheur des Etats de l'Ouest comme il a fait le malheur des Etats du Sud et comme il le fait encore en y maintenant la domination ignorante de la race nègre.

D'ailleurs, si les produits du Nord-Ouest ne sont pas les mêmes que ceux du Sud, et si les Etats du Sud n'éprouvent pas de difficulté pour envoyer leurs produits au littoral, ces Etats ne désirent pas moins le libre commerce et ils s'affirment avec tous les Etats qui seront opposés au système de protection, et de ce nombre nous comptons nécessairement tous les Etats de l'Ouest, plus agriculteurs qu'industriels.

Maintenant les fermiers de l'Ouest pourront-ils atteindre leur but sans l'aide du parti démocrate? Cela nous paraît impossible. Il nous semble même que si le parti démocrate n'existait pas, les fermiers devraient l'inventer pour opérer les réformes dont ils ont besoin. La première de ces réformes, la seule réforme même qu'ils demandent pour le moment, est celle du tarif des chemins de fer qui vont dans l'Est. Les fermiers ont déjà fait passer dans l'Illinois une loi fort sévère contre les compagnies. Cette loi pressait aux commissaires des chemins de fer et des entrepôts d'arriver à un tarif raisonnable et de fixer un maximum pour les voyageurs et le fret, et les compagnies devront s'y conformer sous peine d'une amende de $1,000 à $5,000 pour la première offense, de $2,000 à $10,000 pour la seconde, de $10,000 à $20,000 pour la troisième et de $25,000 pour chaque offense subséquente, en réservant à chaque partie le droit de soumettre le litige à un juri; autre menace contre les chemins de fer, car en général les juris n'aiment pas les compagnies industrielles. Tel est le résumé exact de cette loi qui a le volume d'un code.

Mais cette loi, si rigoureuse qu'elle soit, ne peut servir que pour l'Illinois. Elle n'a aucune force dans les autres Etats, et si les derniers de l'Ouest ont à subir le tarif de ces Etats tel qu'il est aujourd'hui, les fermiers n'y gagneront rien. Ils auront appauvri les compagnies de l'Illinois pour le bénéfice des autres sans y participer d'une manière sensible. D'autre part, à supposer même qu'ils parviennent à obtenir du Congrès une loi générale sur le tarif des voies ferrées, on peut être sûr que la modification sera légère, car les sénateurs auront affaire aux grands capitalistes de New-York, de Philadelphie et de Boston, qui ne céderont la partie qu'après avoir dépensé beaucoup d'argent à défendre le *statu quo*; et s'ils ne peuvent maintenir intact le tarif actuel, ou le droit de tarif suivant leurs intérêts, ils mettront toujours en ménager un pouvoir qui les affranchira, jusqu'à un certain point, du scrutin et des menaces des fermiers de l'Ouest.

(Figaro.)

—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis*:

ASSASSINAT. — John Stephenson, président des Etats-Unis, s'était rendu vendredi à Jersey City, avec un ingénieur du commissaire fédéral, pour opérer l'arrestation d'un nommé Fritz, qui avait déserté, en entraînant plusieurs de ses camarades, du bateau russe *Polonia*, en ce moment dans notre port. Parmi les déserteurs était un certain Jacob Metland, matelot, qui, ayant agi avec beaucoup de vigueur pour arrêter Fritz, le suivit le long d'Hudson street, et au moment où l'aide-marshall n'était plus qu'à quelques pas de Greene street, le matelot lui plongea subitement un couteau dans le dos.

Le blessé se retourna, de la main gauche prit son agresseur à la gorge et de la droite chercha à tirer son pistolet de sa poche. Mais Metland lui saisit le poignet, et une lutte corps à corps s'engagea entre les deux hommes, devant plusieurs témoins qui, ignorant que Stephenson était poignardé et pensant qu'il ne s'agissait que d'un combat d'ivrognes, ne cherchèrent pas à intervenir. Tout à coup le marshall lâcha prise et tomba lourdement sur le dos. Aussitôt Metland se pencha sur lui et lui enfonça la lame de son couteau dans le sein gauche. Stephenson poussa un soupir, dit d'une voix faible: "Je suis poignardé!" et mourut presqu'immédiatement.

Cependant, Fennessin avait pris la fuite, descendant Hudson street où pourtant il rencontrait un officier de police. Se voyant près d'être atteint, il se frappe avec le couteau qu'il tenait encore à la main, jusqu'à trois fois dans la poitrine, une seconde dans la gorge. Il levait le bras pour se porter un troisième coup quand le policier Boyle l'atteignit et le désarma. Metland n'opposa aucune résistance et se laissa conduire à la station, d'où il a été transféré depuis dans la prison du comté. Il y paraît presque tout le temps assoupi sur les dalles et priant à haute voix et en langue russe. On lui pansent un bandage autour du cou, où il s'est fait une profonde blessure, le chirurgien lui a demandé s'il ne lui faisait pas mal. Non, a-t-il répondu, la corde qu'on me passera autour du cou me fera plus de mal que ça."

Stephenson laisse une veuve et six enfants. Sitôt après l'assassinat son corps a été porté dans le Rink, où il est gardé toute la nuit sans recevoir d'autre étoile que celle d'un des frères du défunt, celle personne de la famille qui est encore en connaissance du tragique événement. Par un de ces pressentiments inexplicables, dont il existe de nombreux exemples, Mme Stephenson fut toute la nuit en proie à d'horribles cauchemars, dans lesquels elle venait sans cesse la figure de son mari assassiné. Quand, samedi matin, la malheureuse femme s'en entrer chez elle son frère, qui venait lui apporter la fatale nouvelle, elle s'écria: "Je sais ce que vous venez me dire. Mon mari est assassiné. Je l'ai rêvé cette nuit." Le dépouillement de la victime a été apporté du Rink dans la résidence de la veuve, et une souscription a été ouverte au profit de la famille si cruellement plongée dans le deuil. Le défunt n'avait que 27 ans.

EXÉCUTIONS. — Le nègre Albert Saunders, condamné à la peine de mort pour avoir, le 26 décembre dernier, assassiné et dévoré un de ses compatriotes, nommé Eugène Burdell, horriblement mutilé, a été pendu vendredi à Prince Frederick (Maryland). Bien qu'après son arrestation Saunders eût fait des aveux complets, il s'est rétracté au dernier moment, et sur l'échafaud il a prononcé les paroles suivantes:

"Je suis innocent du crime pour lequel je vais être pendu. Mon dernier avis à ceux qui m'entendent est d'éviter la mauvaise compagnie et les boutiques où l'on vend du whiskey."

La corde a été coupée au bout de dix-sept minutes de pendaison, et les parents du supplicié ont emporté le corps.

LES DÉBRIS DU STEAMER CITY OF WASHINGTON.—On mande d'Halifax que les débris du steamer naufragé *City of Washington* sont incessamment jetés par la grosse mer, qui fait obstacle aux opérations de sauvetage, et emporte au large la cargaison en dérive. Comme on l'a vu, le bâtiment s'est rompu en deux sous l'effort des lames, qui défoncent avec rage sur les brisants où il s'est échoué; l'avant s'est abîmé sous les flots, tandis que l'arrière est resté solidement fixé sur le roc. Au moment de la rupture, un homme a été entraîné avec la portion submergée, et n'a été sauvé qu'avec une extrême difficulté.

Une des embarcations dans lesquelles s'étaient jetés les officiers et l'équipage à la suite de l'accident, a chavaré, et ceux qui la montaient ont été recueillis par une chaloupe du *M. A. Starr*. Ce sauvetage s'a été accompli qu'au prix de grands dangers. Si le mauvais temps ne se calme promptement, toutes les marchandises contenues dans la partie submergée du bâtiment seront perdues, et déjà celles que renferme la partie postérieure sont gravement avariées, la mer balayant complètement ce qui reste de l'épave à fleur d'eau.

M. PAUL DE CASSAGNAC ET M. RANC.

Dans une lettre publiée le 29 juin, dans la *République française*, M. Ranc rappelle ses démêlés récents avec M. Paul de Cassagnac, en des termes auxquels celui-ci réplique tout naturellement. En étant et les lignes de M. Ranc et la réplique de M. de Cassagnac, nous trouvons l'occasion de faire remarquer que M. Paul de Cassagnac a eu cette fortune singulière d'avoir toujours été provoqué par les radicaux et de ne les avoir jamais provoqués un duel. Cette fois encore, en nous reportant aux vives polémiques échangées, naguère, entre la *République française* et le *Pays*, nous croyons bien nous souvenir qu'aucune proposition de cartel n'avait été faite de part ni d'autre.

Ce serait donc aujourd'hui seulement que l'affaire prendrait le caractère spécial qu'évidemment lui a voulu donner M. Ranc, et que M. Paul de Cassagnac ne peut pas éviter un duel.

Nous ne saurions dire, tout en la prévoyant, quelle fin aura ce nouvel échange de note du côté de la *République française* et de lettre de la part du *Pays*; mais il nous semble que voilà M. de Cassagnac bien engagé. Nous ne nous posons pas en juge du camp; nous nous bornons à mettre sous les yeux de nos lecteurs les pièces de ce nouveau procès.

Voici d'abord les passages de l'article de M. Ranc:

J'ai dit que je ne rechercherais pas ici les mobiles de la haine furieuse que me portent une les honnêtes gens de la presse déshonorée: c'est un travail fort intéressant, fort curieux, et auquel je veux me livrer à loisir. Il est pourtant deux ou trois hommes pour qui les motifs d'ordre tout extérieur sont faciles à démêler. Je veux parler de M. Paul de Cassagnac, de M. de Saint-Valry, rédacteur en chef de la *Patrie*, de M. Haoult Duval, membre de l'Assemblée nationale.

M. Paul de Cassagnac a jugé qu'il était plus facile de me dénoncer que de me donner un coup d'épée.

Voici la réponse de M. Paul de Cassagnac, sous forme de lettre, adressée à M. Ranc:

Monsieur,

Dans la polémique assez ratentissante que nous avons eue ensemble, il y a quelques mois, vous aviez eu l'habileté de rendre impossible une demande de réparation par les armes, en me traitant tout d'abord de spadassin. J'ai dû vous prouver que je savais, au besoin, me contenter de ma plume, et que cette arme me suffisait parfaitement pour me débarrasser d'un adversaire.

Aujourd'hui, vous m'appelez sur un autre terrain, où je n'entreprise de vous suivre.

Quel jour vous plairait-il de vous rencontrer avec moi sur la frontière? Je vous mets en demeure, vous abandonnant tous les avantages, de me désigner l'heure, le lieu et les armes; j'y serai.

J'attends votre réponse avec une certaine curiosité, car me souvenant que vous vous êtes déjà sauvé de France déguisé en homme d'église, je ne serais pas fâché de savoir si, par hasard, cette fois-ci, et pour changer, vous ne vous serez pas déguisé en homme d'épée.

PAUL DE CASSAGNAC.

SOULIERS! SOULIERS!

Bon marché!

Au Magasin Bleu,
Coin Orléans et Claiborne, Marché Trémé.

—Puisque l'attention est ramenée sur ces affaires de la Commune et sur les fameuses tentatives de conciliation qui ont signalé le mois d'avril, 1871, disons que dans les *Lettres d'un vieux Jacobin* que publiait M. Gromier dans la *Vérité* et qu'il vient de réunir en volume, nous trouvons une bien étrange nouvelle.

D'après le bon vieux (lettre du 2 avril 1871), M. Thiers aurait, dans la nuit du 1er au 2, accepté un ministère de conciliation absolument sérieux. Voici alliez en juger:

Extérieur	Thiers
Intérieur	Peyrat
Guerre	Jean Brenet
Marine et colonies	Fothuan
Instruction publique	Michelet
Justice	Dupont de Bussac
Travaux	Dorian
Commerce	Tolain
Agriculture	Journeaux
Finances	Millière
Guiliez	Edgar Quinet
Sûreté publique	Ranc
Préfecture de Paris	Tirard

Hum! cela me paraît bien raide... Aussi, je le répète, je n'enregistre cette vieille histoire qu'à titre de curiosité.

LA BANDE DE VOLEURS DE SHREVEPORT.—Depuis quelque temps, une bande de voleurs s'est établie sur une partie du département de Bossier-Office, qu'elle dévalise avec une audace inouïe.

Dans les chaînes, ils prennent le linge, l'argent, les bijoux, dans les villages, ils brûlent, la nuit, les cabines des [illegible] et enlèvent les chevaux, les bœufs, les mules, etc.

[illegible] commerces, à Villepreux, [illegible] patrouillent la nuit, qui non-[illegible] n'est pas arrêté les voleurs, [illegible] ont commis les dépréditions [illegible] dit que, suivant [illegible] les voleurs [illegible] les voleurs [illegible] les voleurs